

NATIONS UNIES

UN LIBRARY

JUN 32 1979



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



UN/SA COLLECTION
CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/34/327
S/13407

20 juin 1979

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/
CHINOIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-quatrième session

Point 11 de la liste préliminaire^x

RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-quatrième année

Lettre datée du 20 juin 1979, adressée au Secrétaire général
par le chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Sur instructions du Gouvernement chinois, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une déclaration datée du 16 juin 1979 publiée par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine au sujet de la nécessité de mettre un terme à la création et à l'exportation de réfugiés par les autorités vietnamiennes.

Je tiens à saisir cette occasion de vous faire savoir que le Gouvernement chinois appuie la proposition faite par Madame Margaret Thatcher, Premier Ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, dans la lettre qu'elle vous a adressée le 31 mai au sujet de la convocation d'une Conférence spéciale d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour examiner le problème des réfugiés indochinois. Le Gouvernement chinois espère que cette conférence qui devrait avoir lieu sous vos auspices, condamnera les autorités vietnamiennes et leur appliquera des sanctions pour leur politique d'expansion belliqueuse, pour leurs actes de discrimination ethnique et pour l'exportation de réfugiés en violation de la Charte des Nations Unies, de façon à empêcher l'aggravation du problème et qu'ensuite elle s'emploiera à chercher une solution complète au problème des réfugiés indochinois.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et la déclaration qui y est jointe en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 11 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent par intérim
de la République populaire de
Chine auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) LAI Yali

^x A/34/50.

/...

ANNEXE

Déclaration datée du 16 juin 1979 publiée par le porte-parole du
Ministère des affaires étrangères de la République populaire de
Chine au sujet de la nécessité de mettre un terme à la création
et à l'exportation de réfugiés par les autorités vietnamiennes

Dernièrement, les autorités vietnamiennes, ont redoublé d'efforts pour chasser des réfugiés du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos. Des centaines de milliers de personnes ont été réduites à la misère et forcées de quitter leur foyer pour aller échouer dans des pays voisins; cette situation qui a créé un problème économique, social et politique grave pour les pays du Sud-Est asiatique et un certain nombre d'autres pays est devenue un véritable désastre international. Le sort misérable des quantités de personnes déplacées innocentes menant une existence précaire et des milliers de personnes âgées et infirmes, de femmes et d'enfants qui ont péri en pleine nature ou se sont noyées en mer est vraiment tragique. Les atrocités ainsi perpétrées par le Gouvernement vietnamien contre les populations et les êtres humains et les désastres que, de propos délibérés, il provoque chez ses voisins ont suscité l'indignation dans le monde entier et ont été vivement condamnés par l'opinion publique dans d'autres pays.

En dernière analyse, le problème des réfugiés indochinois est uniquement dû au fait que le Gouvernement vietnamien mène une politique d'agression belliqueuse. A l'issue de leur guerre de résistance contre les agresseurs des Etats-Unis, les autorités vietnamiennes ne se sont nullement soucies du bien-être de leur population et ne sont pas employées à panser les blessures de la guerre et à reconstruire leur économie. Au contraire, elles ont poursuivi une politique militariste en vue d'arriver à créer une "fédération indochinoise" et à dominer le Sud-Est asiatique. Pour appuyer leur guerre d'agression au Kampuchea et conserver la maîtrise du Laos, elles ont embrigadé leurs jeunes pour en faire de la chair à canon et ont saigné la population aux quatre membres. Ces agissements ont porté un coup fatal à l'économie et ont réduit la population à la misère. En conséquence, de nombreux habitants du Viet Nam ont dû fuir le pays. De plus, les autorités vietnamiennes ont délibérément fomenté les animosités entre groupes ethniques et ont expulsé ce qu'ils considéraient être des éléments étrangers. Elles ont persécuté brutalement les citoyens vietnamiens d'origine chinoise, les ressortissants chinois et les membres d'autres minorités ethniques qui vivaient au Viet Nam depuis des générations, les privant de leurs moyens d'existence et les expulsant par la force du pays. En outre, tous ceux qui manifestaient leur mécontentement devant la cruauté des dirigeants ou étaient considérés par ceux-ci comme des personnages dangereux pour la sécurité de l'Etat ont également été expulsés. Partout au Kampuchea, les troupes d'agression vietnamiennes se sont livrées à des incendies criminels, aux meurtres, aux pillages et à toute sorte d'autres crimes, forçant de nombreux civils kampuchéans à fuir leur propre pays devant l'avancée des chars ou à la pointe des baïonnettes. L'opinion publique est particulièrement indignée par le fait que non seulement les autorités vietnamiennes ont confisqué les biens immobiliers et les autres biens de ces réfugiés involontaires mais qu'en plus elles se sont livrées à des pratiques d'extorsion en décrétant que chaque réfugié devait verser une vingtaine d'onces d'or pour être autorisé à quitter le pays. Ainsi,

elles ont arraché aux réfugiés des quantités fabuleuses d'or et de devises étrangères. Elles sont devenues les plus gros et les plus méprisables des trafiquants de chair humaine de l'époque actuelle. Leur politique d'agression, de discrimination humaine et de trafic de chair humaine ont servi à dissiper les apparences qu'elles se donnaient : celles d'un régime attaché à la paix, à la démocratie, aux relations de bon voisinage et au socialisme.

Les sociaux-impérialistes soviétiques, qui appuient et encouragent les autorités vietnamiennes dans leur agression et leur expansion en Indochine, sont donc leurs complices dans cette politique d'exportation de réfugiés.

La Chine figure en tête de la liste des pays d'Asie qui ont grandement souffert de cette exportation massive de réfugiés par les autorités vietnamiennes. Plus de 230 000 réfugiés ont déjà été chassés du Viet Nam vers la Chine au cours de l'année écoulée, et d'autres groupes de réfugiés continuent à arriver en Chine. Le Gouvernement chinois est venu en aide à tous les réfugiés qui sont venus en Chine, quelle que soit leur origine ethnique ou leur nationalité, et a réinstallé quelque 200 000 d'entre eux. L'assistance fournie à ces réfugiés et leur réinstallation a lourdement grevé les ressources financières et matérielles du Gouvernement chinois. Profondément touchés par le sort tragique des réfugiés indochinois, le Gouvernement et le peuple chinois ont fait de leur mieux pour les aider et les secourir dans un esprit humanitaire.

La question des réfugiés indochinois, créée par les autorités vietnamiennes est devenue un grave problème international. Mais, sans se soucier de l'opinion internationale objective, les autorités vietnamiennes ont continué sans scrupules à créer des réfugiés et à les expulser en masse, en abusant de la bonne volonté et du sens humanitaire des pays et peuples voisins. A une réunion internationale consacrée au problème des réfugiés vietnamiens qui s'est tenue récemment à Djakarta, le représentant du Gouvernement vietnamien a annoncé cyniquement que celui-ci avait l'intention d'exporter des réfugiés à un rythme de 10 000 par mois. Pour protéger le droit à la vie de tous les habitants du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos, quelle que soit leur origine ethnique, et pour atténuer les difficultés gigantesques que l'afflux de réfugiés indochinois occasionne aux peuples de tous les pays, et en particulier à ceux des pays du Sud-Est asiatique le Gouvernement chinois estime nécessaire que les organisations internationales et tous les pays épris de justice demandent instamment aux autorités vietnamiennes de cesser immédiatement leur politique barbare consistant à créer et à exporter des réfugiés. Le Gouvernement chinois demande à l'Organisation des Nations Unies à tous les gouvernements et peuples de condamner fermement les autorités vietnamiennes et de prendre des mesures énergiques pour les empêcher de poursuivre leurs politiques d'agression et de discrimination ethnique en violation de la Charte des Nations Unies et des principes humanitaires et au mépris du droit élémentaire à la vie; de s'indigner vivement de leurs actes criminels consistant à créer et à exporter des réfugiés; et d'exiger résolument qu'il y soit mis fin immédiatement.
